



# DÉCLARATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SOMMET FINANCE EN COMMUN

LE CAP, AFRIQUE DU SUD, 26-28 FÉVRIER 2025

## INTRODUCTION

L'augmentation des inégalités combinée à l'aggravation des crises de la dette et à l'accentuation de l'urgence climatique exige désormais un sursaut des banques publiques de développement. Elles doivent exercer un véritable leadership pour promouvoir un développement juste et durable. Elles doivent, à ce stade critique, dépasser la rhétorique et s'engager sur des mesures concrètes et transformatrices, en plaçant les droits humains, le leadership communautaire et la durabilité environnementale au cœur de toutes les décisions de financement. Les organisations de la société civile (OSC) appellent et encouragent les BPD à endosser cette responsabilité et à se faire les championnes d'une nouvelle ère du financement du développement.

En tant qu'institutions mandatées par l'État, les BPD doivent être au service des populations, respecter les limites planétaires et garantir des avantages à long terme pour les communautés et leur environnement. Pour atteindre ces objectifs, les BPD doivent défendre la transparence, la responsabilité et un engagement significatif avec la société civile et les communautés pour favoriser la paix, la liberté et une prospérité partagée. Bien que certains progrès aient été réalisés par le Finance en Commun (FiC) pour accroître l'engagement entre les BPD et les OSC et mettre l'accent sur les approches fondées sur les droits humains, les communautés concernées doivent jouer le rôle qui leur revient en tant que force motrice pour remettre en cause les questions mondiales. **Les représentants de la société civile et des communautés unissent leurs forces lors du Sommet [Finance en Commun \(FiCS\) de 2025](#) pour amplifier les voix des experts en développement de plein droit : défenseurs des droits humains, peuples autochtones, communautés locales affectées et autres groupes et réseaux divers de la société civile, à la fois présents au FiCS et s'engageant à distance, pour démontrer l'importance des approches du développement dirigées par les communautés et fondées sur les droits humains.**

Il est impératif de mettre en place des sauvegardes environnementales et sociales, étayées par des normes internationales en matière de fonctionnement et de droits humains. En tant que prolongement de la politique et des actions de l'État, les BPD sont également redevables en vertu des principes d'obligation extraterritoriale en matière de droits humains, tels que décrits dans le droit international des droits humains. Nous exhortons les BPD à veiller à ce que les transitions énergétiques et les projets de développement soient centrés sur la communauté, en donnant aux personnes les plus touchées les moyens de façonner leur avenir, et spécifiques au contexte, en défendant les solutions et les besoins locaux menés par la communauté.

# RECOMMANDATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE



## Renforcer l'espace civique et l'engagement BPD-OSC

L'espace civique continue de se rétrécir au niveau mondial, avec seulement 40 pays sur 198 bénéficiant actuellement d'une notation ouverte. L'environnement favorable à la société civile continue de se détériorer, avec des cadres juridiques restrictifs, la répression des défenseurs des droits humains et des restrictions financières qui limitent l'engagement civique. Bien que les organisations de la société civile aient fait quelques progrès dans la promotion du dialogue entre les BPD et les OSC, des lacunes majeures subsistent. Les BPD doivent aller au-delà de la consultation et intégrer de manière significative les perspectives de la société civile dans leur gouvernance, leurs politiques et leurs cycles de projets. Les BPD ont le devoir de faciliter un engagement inclusif, transparent et structuré avec les OSC et les communautés affectées.

Dans ce contexte, nous exigeons que le FiCS mette en oeuvre immédiatement son engagement à structurer un dialogue significatif, régulier, systématique et stratégique entre les BPD et les OSC.

Pour ce faire, les BPD doivent:

- **Établir et lancer une coalition FiCS BPD-OSC** lors d'une conférence mondiale entre les BPD et les OSC d'ici la fin de 2025 pour institutionnaliser l'engagement, partager les bonnes pratiques et cocréer des solutions.
- **Garantir des mécanismes formels d'engagement des OSC** au niveau du siège, des pays et des projets afin d'aligner les stratégies d'investissement sur les besoins des communautés et de renforcer la gouvernance, la redevabilité, la transparence et la prise de décision dans les projets financés par les BPD.
- **Mettre en place des dialogues multipartites et des mécanismes institutionnalisés d'engagement des OSC**, y compris des comités ou conseils tripartites, garantissant une participation structurée à chaque étape du projet ou du cycle d'investissement (de la sélection à la mise en oeuvre et à l'évaluation).
- **Tirer parti des technologies numériques** pour compléter les consultations des OSC et renforcer l'engagement des citoyens dans la prise de décisions financières.
- **Promouvoir et soutenir activement un environnement favorable à la société civile** en intégrant systématiquement l'espace civique, les Droits humains et les approches transformatrices en matière de genre dans la prise de décision des BPD aux niveaux local, national, régional et mondial.
- Veiller à ce que les BPD, leurs partenaires d'investissement et les bénéficiaires des investissements **respectent et protègent pleinement l'espace civique**, en plaçant les intérêts et les besoins des communautés locales au centre de la prise de décision.
- **Soutenir la liberté d'expression et de réunion**, en veillant à ce que les activités des BPD ne contribuent pas à la répression ou au préjudice des défenseurs des droits humains.
- **Mettre en place des mécanismes de redevabilité solides** qui permettent aux membres de la communauté de faire valoir leurs attentes, de déposer des griefs et de s'engager avec sérieux dans les détails du projet, en garantissant des voies de recours accessibles et efficaces pour les personnes concernées.

## Respect des droits humains et développement communautaire

**Respecter, protéger et satisfaire les droits humains doit être un principe fondamental guidant toutes les opérations des BPD.** En tant qu'institutions financées par des fonds publics, les BPD ont le devoir de veiller à ce que leurs projets ne contribuent pas à des violations des droits humains, mais soutiennent au contraire la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels pour tous. Tragiquement, les projets d'infrastructure et de développement à grande échelle financés par les BPD ont trop souvent conduit à des déplacements forcés, à la dégradation de l'environnement et à la répression des défenseurs des droits humains qui plaident en faveur de leurs communautés. Des mécanismes de redevabilité plus solides, une plus grande transparence et la participation directe des communautés concernées sont nécessaires pour garantir que les investissements des BPD favorisent un développement durable et fondé sur les droits.

Les BPD doivent veiller à ce que les Droits humains soient au cœur de leurs opérations, de la conception du projet à son évaluation.

Pour ce faire, les BPD doivent:

- **Reconnaître et intégrer le cadre international des droits humains** dans leurs stratégies, plans et actions, en suivant les principes "do no harm" (ne pas nuire).
- **Veiller à ce que le [consentement préalable, libre et éclairé](#) (FPIC) soit rigoureusement obtenu pour les peuples autochtones, les groupes marginalisés et les communautés locales affectées** avant que tout projet de développement ne soit approuvé et mis en œuvre.
- **Donner la priorité au leadership et à l'appropriation des communautés** dans les processus décisionnels afin de s'assurer que les projets de développement s'alignent sur les besoins locaux, respectent le patrimoine culturel et promeuvent des avantages sociaux et économiques à long terme.
- **Mettre en place et consolider des mécanismes de réclamation indépendants, transparents, accessibles et exempts de toute ingérence politique**, afin que les communautés touchées puissent obtenir une réparation efficace sans craindre de représailles.
- **Mettre en œuvre une diligence raisonnable obligatoire en matière de droits humains et des évaluations d'impact à chaque étape de la conception**, de la mise en œuvre et de l'évaluation des projets, en veillant à ce que tous les investissements soient conformes aux normes internationales en matière de droits humains et n'exacerbent pas les inégalités ou les préjudices sociaux.
- **Établir des protocoles clairs pour rapporter les menaces et les violences à l'encontre des défenseurs des droits humains**, et veiller à ce que ces rapports fassent l'objet d'une enquête rapide et impartiale. Les BPD doivent créer et appliquer des mécanismes permettant aux défenseurs de rapporter leurs préoccupations en toute sécurité.
- **Renforcer la transparence financière et la redevabilité en publiant tous les flux financiers des BPD**, ainsi que les risques et les mesures d'atténuation des projets, pour permettre aux communautés de suivre et de participer au processus décisionnel.

## Financement du développement : Un appel à une réforme fondamentale

L'architecture financière mondiale actuelle ne parvient pas à s'attaquer aux causes structurelles de la pauvreté, des inégalités et de la crise climatique. Elle perpétue un système qui profite aux nations riches au détriment de la majorité mondiale, entravant leur capacité à atteindre les objectifs de développement durable et à respecter les droits humains. Ce système se caractérise par des finances publiques insuffisantes, un endettement écrasant, une évasion fiscale massive et des flux financiers illicites, ainsi que par des politiques néolibérales qui privilégient le profit au détriment des populations et de la planète. Des réformes fondamentales sont nécessaires de toute urgence pour créer un ordre économique mondial juste et équitable. Les banques publiques de développement (BPD), avec en leur sein les banques nationales de développement (BND), doivent jouer un rôle de premier plan dans la mobilisation des financements publics en faveur d'un changement transformateur. Pour ce faire, il faut abandonner les politiques néolibérales extractives au profit d'un cadre de développement mondial renouvelé qui donne la priorité aux droits humains, à la durabilité environnementale et au développement mené au niveau local.

Pour ce faire, les BPD doivent:

- **Défendre d'un cadre de financement mondial renouvelé** : Les BPD devraient soutenir activement un cadre de financement mondial renouvelé tel que décrit dans les recommandations du mécanisme FfD4 de la société civile. Cela inclut:
  - o Augmenter de manière significative les sources de financement public pour le développement, en particulier de la part des pays développés et de ceux qui bénéficient de la mondialisation.
  - o Augmenter les financements sous forme de subventions pour alléger le poids de la dette et soutenir les services publics, en accordant la priorité aux femmes, aux communautés marginalisées et à la société civile.
  - o Réformer les banques multilatérales de développement (BMD) pour renforcer les capacités financières, revoir les structures de gouvernance et les mandats, et s'engager en faveur d'un développement mené localement.
  - o Réglementer le financement mixte pour garantir un impact durable et le respect des normes sociales et de développement.
  - o Élimination des surtaxes du Fonds monétaire international (FMI).



**Faciliter l'annulation et la restructuration de la dette** : Les BPD internationaux doivent soutenir l'annulation et la restructuration de la dette pour les pays dont le fardeau de la dette est insoutenable. Les BPD doivent rejeter le cadre commun et plaider en faveur d'une convention-cadre des Nations unies sur la dette souveraine afin de démocratiser le processus d'endettement. Toutes les politiques de prêt doivent donner la priorité aux Droits humains et à la protection de l'environnement.

• **Centrer les priorités nationales de développement** : Les investissements de l'BPD doivent s'aligner sur les stratégies de développement de chaque pays. Pour ce faire, il faut

o Adopter une approche de développement menée au niveau local, réformer les processus de prise de décision et travailler directement avec les BND.

o Aligner les investissements sur les plans et stratégies de développement nationaux, tels que les cadres de financement nationaux intégrés.

o Renforcer les institutions et les marchés de capitaux locaux en fournissant une assistance technique et un accès à des financements abordables pour les entreprises locales.

o Respecter la souveraineté nationale en accordant des prêts en monnaie locale et en s'attaquant aux distorsions de notation.

o Donner la priorité aux acteurs locaux pour que les investissements renforcent le développement économique local durable.

o Modéliser les pratiques d'investissement durable et responsable, en plaçant les ODD au cœur des BMD et des BND. Il s'agit notamment de s'éloigner des pratiques néfastes comme l'agriculture industrielle, de promouvoir les économies de soins, de soutenir la transition vers les énergies renouvelables et de construire des économies locales résilientes.

• **Cesser les investissements dans les soins de santé et l'éducation à but lucratif** : Les BPD doivent immédiatement cesser de financer les soins de santé et l'éducation privés à but lucratif, favorisant ainsi la privatisation et la commercialisation de biens publics essentiels. Ils doivent

o Mettre fin à tout nouveau financement des soins de santé privés commerciaux et de l'éducation, y compris les investissements par le biais d'intermédiaires.

o Lancer une évaluation indépendante des investissements passés et actuels en matière de soins de santé et d'éducation, en se concentrant sur leur impact sur les inégalités, la pauvreté, le genre et les Droits humains.

o S'engager à réparer tout préjudice causé par ces investissements.



## Financement de la lutte contre le changement climatique : Un appel à une transition juste

**Le financement climatique doit être un outil pour un avenir juste et durable, et non un mécanisme qui perpétue les inégalités et la destruction de l'environnement.** Les banques publiques de développement (BPD) ont un rôle crucial à jouer pour façonner les flux de financement climatique et défendre une transition juste basée sur les principes du "pollueur-payeur" et des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives (RCMD-CR). Le système actuel renforce souvent les inégalités par des cycles d'endettement et l'exclusion des communautés de la prise de décision. Un financement juste, concessionnel et équitable du climat est essentiel pour faire face à la crise climatique, élever les communautés et créer une voie pour un développement fondé sur la justice. Pour ce faire, il faut abandonner le modèle de développement axé sur la croissance au profit d'un paradigme socio-économique durable et équitable, et notamment reconnaître le droit à un recours et à des réparations pour les communautés touchées. Une transition juste doit également permettre aux communautés historiquement exclues d'accéder à l'électricité et aux ressources énergétiques. Les BPD doivent mettre en place une approche transformatrice de la transition juste avec des critères d'investissement clairs et des mécanismes de redevabilité.

Pour ce faire, les BPD doivent:

- **Éliminer progressivement les projets liés aux combustibles fossiles et exclure les fausses solutions :** Les BPD doivent immédiatement s'engager à respecter un calendrier pour mettre fin à tout financement direct et indirect des projets de combustibles fossiles existants et futurs, y compris le gaz fossile et les fausses solutions. Ils doivent adopter une taxonomie des énergies renouvelables uniquement qui promeut des technologies d'énergie renouvelable durables et inclusives, excluant les technologies nuisibles et les fausses solutions, y compris, mais sans s'y limiter, l'hydroélectricité à grande échelle, la valorisation énergétique des déchets, les biocarburants industriels, le captage, l'utilisation et le stockage du carbone (CCUS), les infrastructures de gaz fossile prêtes pour l'hydrogène, et les marchés du carbone. Les BPD doivent aider les pays à élaborer et mettre en oeuvre des plans de transition énergétique ambitieux, justes et inclusifs, en éliminant progressivement les combustibles fossiles tout en renforçant le développement économique grâce à des systèmes d'énergie renouvelable diversifiés. De manière critique, les BPD doivent soutenir le droit international des droits humains, en veillant à ce que leurs ressources promeuvent les droits humains et la justice climatique, y compris le droit de recours et de réparation pour les communautés touchées. Les BPD qui ont contribué à la destruction d'infrastructures énergétiques doivent soutenir les plans de démantèlement en consultation avec les communautés affectées, contribuer à la remise en état et fournir des réparations.

- **Soutenir une transition énergétique juste et renouvelable** : Les BPD doivent réorienter le financement des combustibles fossiles pour soutenir une transition énergétique juste et renouvelable, alignée sur les principes de transparence, de redevabilité, de solutions menées par les communautés, de droits humains et d'égalité des genres. Cela inclut des investissements stratégiques dans les économies de soins, reconnaissant le travail de soins sous-évalué et le rôle / fonction des femmes dans la gestion de l'environnement. Le financement climatique basé sur des subventions pour les énergies renouvelables est crucial pour éviter d'exacerber le fardeau de la dette. Les BPD devraient élaborer des indicateurs de transition juste pour s'assurer que les projets apportent des avantages en termes de développement, notamment pour les femmes, les jeunes, le travail décent, l'agriculture, les entreprises locales, la santé et l'éducation. L'implication obligatoire des communautés dans toutes les phases du projet est essentielle. Le financement doit être accessible localement pour des systèmes énergétiques diversifiés et décentralisés, ainsi que pour la technologie des énergies renouvelables et le transfert de connaissances. Tous les projets financés par l'BPD doivent renforcer les sauvegardes et la redevabilité sociale/environnementale, avec des voies de recours pour les communautés touchées. Cela comprend l'accès à des mécanismes de réclamation efficaces et impartiaux, à une représentation juridique et à une indemnisation appropriée pour les dommages subis.
- **Soutenir l'atténuation du changement climatique et l'adaptation** : Les BPD doivent réorienter le financement des combustibles fossiles pour soutenir les mesures d'atténuation et d'adaptation au climat dans les pays particulièrement vulnérables à l'escalade des catastrophes climatiques, sur la base des principes du "pollueur-payeur" et de la RCMD-CR. Il est essentiel de séparer clairement les sources de financement de l'aide publique au développement (APD) et de l'atténuation/adaptation climatique/pertes et dommages afin de garantir un financement équitable du climat et d'éliminer le double comptage.
- **Promouvoir des systèmes alimentaires durables** : Les BPD doivent abandonner progressivement le financement de l'élevage intensif et financer à la place des systèmes alimentaires durables, en particulier des pratiques agroécologiques. Tous les investissements agricoles doivent soutenir des systèmes agricoles diversifiés et agroécologiques ainsi que des entreprises alimentaires durables qui renforcent la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance des paysans, la biodiversité, la santé, la nutrition et les services écosystémiques.



---

Cette déclaration, disponible en **anglais**, **français**, **espagnol** et **portugais**, représente un appel unifié à l'action pour que les BPD donnent la priorité aux personnes, à la planète et à la justice dans toutes les décisions de financement. Nous exigeons la responsabilité, la transparence et un partenariat significatif avec les communautés afin de garantir un avenir juste et durable pour tous et toutes.





## LISTE DES SIGNATAIRES CETTE LISTE SERA MISE À JOUR UNE FOIS PAR JOUR JUSQU'AU 28 FÉVRIER.

Nash Vek PF, Kyrgyzstan

Recourse, Uganda

Asia Development Alliance, Asia

Buliisa Initiative for Rural Development Organisation (BIRUDO), Uganda

Innoeva Development Foundation, Nigeria

Sinergia Animal, International

Lumière Synergie pour le Développement (LSD), Senegal

Waterberg Women Advocacy Organisation, South Africa

SCMAC, South Africa

Creation of Unity and Development Organization, South Africa

The New Environmental Justice Solutions, South Africa

Carolina eco green economy, South Africa

Middelburg Environmental Justice Network (MEJN), South Africa

Creation of unity and development, South Africa

African Climate Reality Project, South Africa

Tshwaraganang Ma-Africa, South Africa

International Accountability Project, Global

Bangladesh NGOs Network for Radio and Communication, Bangladesh

Stop Financing Factory Farming (S3F) Coalition, Global

Friends of the Earth U.S., USA

Mining host communities in crisis network, South Africa

COMPPART Foundation for Justice and Peacebuilding, Nigeria

Green Advocates International, Liberia

Estonian Roundtable for Development Cooperation, Estonia

Civil Society Coalition on Sustainable Development, Nigeria

CAFSO-WRAG for Development, Nigeria

Pakistan Development Alliance, Pakistan

JOINT Liga dew ONGs em Mocambique, Mocambique

National Campaign for Sustainable Development Nepal, Nepal

Noakhali Rural Development Society - NRDS, Bangladesh

International Rivers, Global

Development Service Exchange, Solomon Islands

Recourse, Belgium

Nareto Latia Indigenous Peoples' Program, Kenya

MY World Mexico, Mexico

CAGF, France  
Geres, France  
Tetraktys, France  
L'Appel, France  
CNONGD - Conseil Regional des Organisations Non Gouvernementales de développement, Democratic Republic of Congo  
ECPAT France, France  
Association Habitat Cité, France  
AOI (Aide Odontologique Internationale), France  
Plateforme des Droits Humains, France  
Collectif des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations de la Région Bretagne (COSIM Bretagne), France  
Agrisud International, France  
Fédération Congolaise du Commerce Equitable (FECOCE RDC), Democratic Republic of Congo  
Agrisud International, France  
ONG CACAO POUR LA PAIX, Democratic Republic of Congo  
Association CACAO POUR LA PAIX, France  
Club des Africains de Bretagne, France  
CFSI Comité français pour la solidarité internationale, France  
GRET, France  
PFNOSCM - Plateforme Nationale des Organisations de la Société Civile de Madagascar, Madagascar  
Experts-Solidaires, France  
Initiative Développement, France  
BATIK International, France  
CIEDEL, France  
Santé Sud, France  
ONG Humatem, France  
Commerce Equitable France, France  
Migrations & Développement, France  
Centre de Defense des Droits de l'Homme et Démocratie (CDHD), Democratic Republic of Congo  
Action Education, France  
CRID, France  
Habitat-Cité, France  
Green Development Advocates, Cameroon  
African Resources Watch (AFREWATCH), Democratic Republic of Congo  
Entrepreneurs du Monde, France  
CHD, France  
Geres, France  
ESSOR, France  
Coalition Femme-Paix-Sécurité (COFEPAX), Burkina Faso

Mongolian CSOs Network for Sustainable Development, Mongolia  
Centre for Human Rights and Development, Mongolia  
Bantay Kita - Publish What You Pay Philippines, Philippines  
Lawyers' Association for Human Rights of Nepalese Indigenous Peoples (LAHURNIP), Nepal  
Psychological Responsiveness NGO, Mongolia  
Sayanaa Wellbeing Association, Mongolia  
Bir Duino Kyrgyzstan, Kyrgyzstan  
Uzbek Forum for Human Rights, Germany/Uzbekistan  
Natural Justice, Africa  
FIDH, France  
Oil Workers' Rights Protection Organization Public Union, Azerbaijan  
Uganda Consortium on Corporate Accountability, Uganda  
The Kenya Human Rights Commission, Kenya  
Zimbabwe People's Land Rights Movement, Zimbabwe  
FOCSIV Italian Federation Christian NGOs, Italy  
ALTSEAN-Burma, Burma/Myanmar  
Forus, Global  
Ecoactivist, Kazakhstan  
International Service for Human Rights, Switzerland  
AidWatch Canada, Canada  
GAPID, Mali  
Economic Justice Network Sierra Leone, Sierra Leone  
Orthodox Archbishopric of Zimbabwe and Angola, Zimbabwe  
Association For Promotion Sustainable Development, India  
Searchlight Development Action Cameroon, Cameroon  
UNITAS, Bolivia  
Society for Gender Justice, Zambia  
Centre for Human Rights and Development, Mongolia  
World For World Organization (WFWO), Italy  
Director, Universal Rights Network, Australia  
ARAB PLATFORM for RENEWABLE ENERGIES & ENERGY EFFICIENCY, Tunisia  
Dignity Initiative, Nepal  
CODE-NGO, Philippines  
TRAFFED -RDC asbl, Democratic Republic of Congo  
Bangladesh NGOs Network for Radio and Communication, Bangladesh  
European Network on Debt and Development - Eurodad, Europe  
"Ecolur" Informational NGO, Armenia  
Cadre de Concertation des Réseaux d'Organisations de la Société civile, Congo-Brazzaville  
Estonian Roundtable for Development Cooperation, Estonia  
AwazCDS/Pakistan Development Alliance, Pakistan  
Committee for Peace and Development Advocacy, COPDA, Inc., Liberia

CEE Bankwatch Network, Czechia  
Jamaa Resource Initiatives, Kenya, Kenya  
La Coordinadora de Organizaciones de Desarrollo, Spain  
VANI, India  
Entrepreneurship Initiative for African Youth (EIFAY Africa), Nigeria  
ISIZIBA Community Based Organizations of South Africa NPC, South Africa  
NGO Federation of Nepal, Nepal  
Climate Finance Group for Latin America and the Caribbean (GFLAC), Mexico  
SWATI, India  
UNASCAD (Union des Amis Socio Culturels d'Action en Developpement), Haiti  
Economic Justice Network of FOCCISA, South Africa  
Village Farmers Initiative (VFI), Nigeria  
Budget Advocacy Network (BAN), Sierra Leone  
OBA Global Citizens, Nigeria  
IYAFP, Global  
Initiatives for Safe Migration and Social Justice, Nigeria  
Pakistan NGOs Forum, Pakistan  
Mouvement pour la Defense de l'Humanité et l'Abolition de la Torture (MDHAT), Cameroon  
Sahas sewa sansthan, India  
Sahas sewa sansthan, India  
SSDC, Nepal  
HRC RIGHT TO INFORMATION TRUST, India  
Christian Aid, United Kingdom  
Bond, United Kingdom  
ABONG - Associação Brasileira de Organizações Não-Governamentais, Brazil  
Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights (GI-ESCR), Global  
Pólis Institute, Brazil  
The Bretton Woods Project, United Kingdom  
Finnish Development NGOs Fingo, Finland  
Accountability Counsel, Global  
Jawahar Jyoti Bal Vikas Kendra, India  
Uganda Peace Foundation, Uganda  
FONGTIL, Timor - Leste  
Pamoja Earth Care, Kenya  
Association For Promotion Sustainable Development, India  
REPAOC Network of West African NGO Platforms, West Africa  
Action 237-Suisse, Switzerland  
Women and Youth Advancement Inc. (WOYA), USA  
Rural Reconstruction Nepal- RRN, Nepal  
Indonesia for Global Justice, Indonesia  
AsiaDHRRRA, Philippines

Association for Progressive Communications, South Africa  
Development Initiative for Community Impact, Nigeria  
FIAN Sri Lanka, Sri Lanka  
HIMAYA DAEEM AATAA, Lebanon  
SUKITA TZ, Tanzania  
Bahuuday Lok Seva Sansthan, India  
AJESH, Cameroon  
Nigeria Network of NGOs, Nigeria  
Murna foundation, Nigeria  
Ikhaya Lothando Care for the Aged, South Africa  
Centre for Social Change, University of Johannesburg, South Africa  
Alliance of NPO Networks (ANNET), South Africa  
National Senior Citizens Organization of Liberia, Liberia  
Jamaa Resource Initiatives, Kenya  
Murna Foundation, Nigeria  
Seinoli Legal Centre, Lesotho  
Murna foundation, Nigeria  
Geledés-Instituto da Mulher Negra, Brazil  
Lithuanian NGDO Platform, Lithuania  
Both ENDS, Netherlands  
Center for Economic and Social Rights, USA  
Asociación Arariwa, Peru  
Centro de la Mijer Peruana Flora Tristán, Peru  
Green Alternative, Georgia  
Asia Civil Society Partnership for Sustainable Development (APSD), Republic of Korea (South)  
Alianza por la Solidaridad, Bolivia  
Lumière Synergie pour le Développement (LSD), Senegal  
Construisons Ensemble le Monde, Democratic Republic of Congo  
Biozid Climate Institute, Bangladesh  
Participatory Research & Action Network- PRAAN, Bangladesh  
Centro de Estudios y Promoción del Desarrollo - desco, Peru  
Arewa Research and Development Project, Nigeria  
Foro Ciudadano para las Relaciones CELAC-UE, Peru  
AID LIFE LEARN ENVIRONMENT, Democratic Republic of Congo  
Marrietta AIDS Care and Education Relief Foundation, Nigeria  
SAMABESI JAGARAN ABHIYAN, Nepal  
Foro Nacional por Colombia, Colombia  
Women in Media Communication Initiative (WIM), Nigeria  
OSSEDI, Malawi  
Agora Association, Turkey

Kigoma Development Organization (KDO), Tanzania  
United Social Welfare Society, Pakistan  
ATGL, Tunisie  
Kigoma Development Organisation, Tanzania  
Actions Sans Frontieres, Madagascar  
People's Vigilance Committee on Human Rights (PVCHR), India  
Enviro Vito, South Africa  
HuMENA for Human Rights and Civic Engagement, Belgium  
African Monitor, South Africa  
Alliance contre la Pauvreté au Mali /GCAP, Mali  
UNCHK, Senegal  
Foundation for Rural Development (FRD), Pakistan  
Centre Stratégique Pour La Promotion Du Développement Durable (CSPDD), Tunisia  
National Campaign for Sustainable Development Nepal, Nepal  
Association pour la protection de l'environnement et de développement local (APDEL-Mali), Mali  
AfroLeadership, Cameroon  
CHIRAPAQ/ECMIA, Peru  
University for Development Studies, Ghana  
Réseau des jeunes leaders pour l'innovation et la lutte contre le changement climatique, Tchad  
Resilient40, Uganda  
Giniw Collective, USA  
Centre for Human Rights and Development, Mongolia  
Altar Relief Foundation, Ghana  
FILIMBI, Democratic Republic of Congo  
European Movement Italy, Italy  
Upf, France  
DISABILITY PEOPLES FORUM UGANDA, Uganda  
Bridging The Gap Botswana, Botswana  
Consejo de Jóvenes de Oaxaca- México, Mexico  
Transparency and Accountability in Totality Initiative-Followtaxes, Nigeria  
Equipop, France - Senegal - Burkina Faso  
Ekuphumuleni Home Of Peace Organization & Development Center, South Africa  
Accion Ciudadana, Guatemala  
New World Hope Organization (NWHO), Pakistan  
Sinatsisa Lubombo Women and girls Empowerment organization, Eswatini  
Organisation d'Appui aux Jeunes Opérateurs Economiques pour la Gouvernance Locale (OJEG), Senegal  
UNISC International, Japan  
Alma Cívica, Paraguay  
Aid Organization, Bangladesh  
kONATE organisation, Democratic Republic of Congo and Guinea  
Forum for Global Solidarity Tax, Japan  
Plataforma CIPÓ, Brazil

Rural Area Development Programme (RADP), Nepal  
BONELA(Botswana Network of Ethics Law & HIVAIDS, Botswana  
International Centre for Ethnic Studies, Sri Lanka  
MasaAfrika Development Projects, South Africa  
Youth Ambassador of the Hellenic Republic, Hellenic Republic  
Pathways for Women's Empowerment and Development/Integrated Agricultural Training Center (PaWED-IATC), Cameroon  
Association d'Aide à l'Education de l'Enfant Handicapé (AAEEH),France  
OLABODE YOUTH AND WOMEN INITIATIVES (OYAWIN), Nigeria  
Rural Reconstruction Nepal- RRN, Nepal  
Institute for Economic Justice, South Africa  
Amman Center for Human Rights Studies, Jordan  
Goodwash Foundation for Health and Environmental Protection, Nigeria  
Institute for poicy and legistratiom, Republic of Korea (South)  
Réseau Nigérien Anti-Corruption, Niger  
Amman Center for Human Rights Studies, Jordan  
Funacion etnica integral, Domenican Republic  
Menamird, Domenican Republic  
Emonyoyefwe International, Kenya  
Zimbabwe People's Land Rights Movement, Zimbabwe  
NGO Federation of Nepal, Nepal  
International Academy of Science, Health & Ecology, Brazil  
Habitat International Coalition, Global  
ANOMENA Ventures, Ghana  
4chabab, Morroco  
AWTAD Anti -Corruption Organization, Yemen  
IMPACT, Kenya  
Corporacion Accion Viva, Colombia  
Publish What You Pay (PWYP) Indonesia, Indonesia  
Usolnteligente ASV AC, Mexico  
Public Association "Dignity", Kazakhstan  
Partners in Sustainable Development, Ghana  
Inisiasi Masyarakat Adat (IMA), Indonesia  
World Youth Eco SDG Fourm & RoboBee Spy Innovations PVT.LTD, USA & India  
Village Farmers Initiative,Nigeria  
Digital Agenda for Tanzania Initiative, Tanzania  
TOCSIN, Democratic Republic of Congo  
NET Africa, Belgium  
Centre for Sustainable Development and Environmental Management (CEDEMA), Malawi  
Voice Life Health Organization (VLHO), Uganda  
The Integrated Social Development Centre - ISODEC, Ghana

United Social Welfare Society, Pakistan  
Innovtech, South Africa  
JaPCO, Zambia  
[350.org](http://350.org), South Africa  
NORWEGIAN FORUM FOR DEVELOPMENT AND THE ENVIRONMENT, Norway  
Plataforma Portuguesa das ONGD (Portuguese Platform of Development NGOs), Portugal  
Big Shift Global, Global  
German NGO Forum on Environment & Development, Germany  
NMA Foundation - Bullyid App, Indonesia  
Defined Impact Group, USA  
INSTANCE NATIONALE DE PROTECTION DES BIENS PUBLICS ET DE LA TRANSPARENCE AU MAROC  
'INPBPTM', Morocco  
Leadership Watch, Nigeria  
Pakistan Fisherfolk Forum, Pakistan  
Réseau Nigérien Anti-Corruption, Niger  
Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR), Egypt  
South South North, South Africa  
Project 90 by 2030, South Africa  
The Society for Children Orphaned By AIDS Inc. (SOCOBA), USA  
Inesc - Instituto de Estudos Socioeconômicos, Brazil  
Goldsmiths University, South Africa  
Derecho Ambiente y Recursos Naturales, Peru  
DECA, Equipo Pueblo, Mexico  
Fundación CAUCE: Cultura Ambiental - Causa Ecologista, Argentina  
INDICEP - Instituto de Investigación Cultural para Educación Popular, Bolivia  
Fundeps, Argentina  
Pojoaju, Paraguay  
Iniciativas para el Desarrollo de la Mujer Oaxaqueña (IDEMO), Mexico  
ICO GROUP, Colombia  
Consultora independiente, Bolivia  
Independiente, Peru  
Plataforma Colombiana de Niñez y Juventud, Colombia  
Centro de Investigación y Promoción de los Derechos Humanos CIPRODEH, Honduras  
ASSC ONG ( Acção de Solidariedade e Saúde Comunitária, Angola  
FONGA- Angola, Angola  
Federação das Organizações Não Governamentais em São Tomé e Príncipe (FONG-STP), São Tomé e Príncipe  
Coordination SUD, France  
CIONGCA, Central African Republic  
La voûte nubienne, France  
Chaine de l'espoir, France

Touiza Solidarité, France  
GROUPE SOS, France  
Groupe initiatives, France  
Fondation Danielle Mitterrand, France  
Egyptian Association for Comprehensive Development, Egypt  
Engagé·e·s & Déterminé·e·s (E&D), France  
Triangle Génération Humanitaire, France  
Ritimo, France  
ROTAB, Niger  
REPONGAC, Central Africa  
CSVVDH, Mauritania  
Rencontre pour la Paix et les Droits de l'Homme (RPDH), Democratic Republic of Congo  
Publiez ce que vous payez Congo, Democratic Republic of Congo  
COSIM NOUVELLE-AQUITAINE, France  
ROLBG, Gabon  
Un Enfant par la Main, France  
CARI, France  
Centre d'Etude et de Recherche pour l'Intégration régionale et le Développement de l'Afrique (CERIDA)  
Guinée  
Asmae - Soeur Emmanuelle, France  
Action Jeunesse pour le Développement, Congo Brazzaville  
Association pour la Justice Climatique, l'Environnement et la Nature pour le Développement Durable,  
Congo Brazzaville  
Coalition Climat pour la Biodiversité et le Développement, Congo Brazzaville  
URBAMONDE FRANCE, France  
CCFD-Terre Solidaire, France  
Organisation Tchadienne Anti-Corruption (OTAC), Tchad  
Agronomes et Vétérinaires sans frontières (AVSF), France  
WECF France, France  
Participatory Research & Action Network- PRAAN, Bangladesh  
Oyu Tolgoi Watch, Mongolia  
Rivers without Boundaries Coalition, Mongolia  
Globe International Center, Mongolia  
SWB NGO, Mongolia